



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 67

CTPD du 7 juin 2011



Depuis plusieurs mois, toute la communauté éducative bataille pour l'avenir de l'école primaire qui reste sous-investie. Le 18 mai dernier, au lendemain de l'annonce par le Premier Ministre de 200 postes pour l'enseignement privé (c'est donc possible !) à l'appel du SNUipp-FSU et avec le soutien des associations de RASED (FNAME, FNAREN et AFPEN), des délégations d'école venues de toute la France manifestaient sous les fenêtres du ministère pour réclamer un meilleur traitement pour l'école publique. Même l'Association des maires de France, peu encline à ce genre de déclaration a manifesté son vif mécontentement contre les suppressions de postes dans les écoles primaires.

En « demandant un traitement différencié pour le primaire » afin de veiller à « fermer le moins de classes possible » dans le budget 2012, le Ministre de l'Education Nationale vient de reconnaître le bien-fondé des mobilisations des enseignants, des parents et des élus.

Pour autant, ce traitement différencié ne sonne pas la fin des suppressions de postes dans l'éducation. Cette annonce de Luc Chatel ne peut être considérée comme une réelle avancée pour les élèves quand, dans le même temps, le ministre confirme que le gouvernement va poursuivre le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans le domaine de l'éducation.

On devine la manœuvre : tenter de fermer moins de classes pour étouffer des contestations locales en pleine période pré-électorale. Pour autant, des suppressions auront bien lieu encore dans le primaire. Et ce sont des postes de RASED, de conseillers pédagogiques, de maîtres-formateurs, de remplaçants, des classes de maternelle, de zones rurales, d'éducation prioritaire qui vont encore en faire les frais.

Il ne faut pas en rester à des faux semblants. Le gouvernement doit revenir dès maintenant sur sa logique sans issue du un sur deux non remplacé. Il est encore temps de mettre en place un collectif budgétaire pour assurer la rentrée dans des conditions décentes. Pour la réussite des élèves, le budget 2012 ne doit pas être à l'image de celui des années précédentes.

